

LA SEMAINE PARLEMENTAIRE

du 18 au 22 février 2019

RASSEMBLEMENT CONTRE L'ANTISEMITISME

M. Raphaël SCHELLENBERGER a pris part, mardi 19 février, au rassemblement organisé place de la République à Paris pour lutter contre la montée de l'antisémitisme dans notre pays. Au-delà des rassemblements, indispensables, Les Républicains appellent à présent à passer aux actes pour défendre la République et ses valeurs. L'autorité de l'Etat doit être réaffirmée pour faire appliquer, partout et à l'égard de tous, les lois de la République française, qui ne tolèrent aucune forme d'antisémitisme.

PROPOSITION DE LOI RIC

Orateur du Groupe LR sur la proposition de loi de la France Insoumise élargissant très largement le champ du recours possible au référendum, M. SCHELLENBERGER a exprimé l'opposition des Républicains à l'égard d'un texte ouvrant la voie à une révision permanente de notre Constitution, rompant ainsi avec la **stabilité de nos institutions** et l'esprit même de la **Vème République, qui doit rester un repère face aux crises traversées par notre démocratie**. Bien qu'exprimant donc des réserves sur le texte présenté, M. le Député a dénoncé le nouveau baillonnage du débat parlementaire par la majorité :

- *"Une fois de plus, la majorité En Marche refuse le débat au sein même de l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Cet insupportable mépris pour l'opposition et le Parlement doit cesser. Notre démocratie doit retrouver du souffle. **Jamais la France n'a eu autant besoin de se réapproprier ses institutions et d'en débattre**".*



>> Lien vers la vidéo en cliquant sur l'image

COLLECTIVITES TERRITORIALES – AUDITION ALAIN JUPPE

Lors de son audition jeudi 21 février par la commission des Lois en vue de sa nomination au Conseil Constitutionnel, M. Raphaël SCHELLENBERGER a interrogé M. Alain JUPPE sur la façon dont il entendait y défendre la libre administration des collectivités territoriales, principe à valeur constitutionnelle pourtant trop souvent malmené par l'Etat. M. le Député a également appelé l'attention de M. JUPPE sur l'exigence de consultation des collectivités territoriales sur tout projet de modification de leur périmètre, principe bafoué lors du redécoupage imposé en 2015.



>> Lien vers la vidéo en cliquant sur l'image

AFFAIRE BENALLA

Au nom du Groupe Les Républicains, M. Raphaël SCHELLENBERGER a souligné lors de la réunion de commission des Lois du mercredi 20 février que les conclusions sans appel des travaux du Sénat sur l'affaire BENALLA rappelaient aussi le **regrettable échec du contrôle mené par l'Assemblée nationale et sa majorité En Marche sur ce dossier**.

>> Lien vers la vidéo en cliquant sur l'image

